

Grèce : Unité derrière le programme anti-austérité de Syriza !

vendredi 25 mai 2012, par [Socialist Resistance \(Britain\)](#) (Date de rédaction antérieure : 13 mai 2012).

Nous publions ici la traduction d'un appel initialement paru le 13 mai 2012 dans Socialist Resistance, journal de l'organisation du même nom, membre de la 4^e internationale.

Socialist Resistance se réjouit du résultat obtenu par Syriza lors des récentes élections grecques, où la coalition de la gauche radicale - sur la base d'un programme clairement anti-austérité - est devenue la deuxième force politique du pays. Ce vote a non seulement secoué les classes dirigeantes grecques et européennes, mais fait entrevoir dès maintenant la possibilité que Syriza se hisse au premier rang lors des nouvelles élections qui auront lieu le mois prochain.

Nous soutenons également de toutes nos forces les cinq exigences de Syriza, qui dessinent le programme d'action d'un combat unitaire contre l'austérité. Ce programme inclut le rejet de l'austérité et des conditions du renflouement, imposées en mars par la Troïka. Il appelle à un moratoire du paiement de la dette et à la constitution d'une commission internationale d'audit de la dette grecque, mais aussi à de vigoureuses initiatives de répudiation de créances. Il revendique également la taxation des plus riches, une radicale redistribution des richesses, la nationalisation des banques, et une nouvelle politique industrielle pour revitaliser le secteur manufacturier. Ces mesures excluent toute conciliation avec les partis pro-austérité et constituent la base de départ nécessaire pour engager la contre-offensive face aux ravages de l'austérité - bien qu'une insistance plus grande sur les solutions écologiques l'aurait renforcé.

Néanmoins, dans la perspective d'une nouvelle élection, un sérieux problème apparaît et ne peut être évité : celui de l'unité de la gauche grecque. Avant les élections, Syriza était la seule organisation qui revendiquait la chose la plus évidente, à savoir une plateforme unitaire contre l'austérité, mais aussi la constitution d'un gouvernement unitaire contre l'austérité si la gauche l'emportait. De ce point de vue, la situation semble s'être aggravée depuis. Pour les élections à venir, le KKE (Parti communiste grec) et Antarsya (coalition d'extrême-gauche) ont d'ores et déjà annoncé, non seulement qu'ils maintiendraient leurs candidatures, mais qu'ils ne soutiendraient pas un gouvernement dirigé par Syriza si celui-ci était élu ! En effet, disent-ils, la plateforme de Syriza ne constitue pas un programme pleinement révolutionnaire. Mais un programme plus approfondi ne saurait être discuté et développé que dans un contexte de luttes montantes, et ne devrait en aucun cas être opposé aux besoins immédiats de la lutte tels qu'ils s'affirment aujourd'hui.

La situation est très dangereuse. Un gouvernement anti-austérité pourrait soit refuser le pouvoir, avec pour effet immédiat le maintien de l'austérité et de toutes ses conséquences, soit trouver une opposition sur sa gauche une fois au pouvoir ! En conséquence, nous lançons à l'ensemble des secteurs de la gauche grecque un appel à s'unir derrière Syriza aux prochaines élections, et à s'unir derrière un gouvernement anti-austérité dirigé par Syriza s'il venait à être élu. S'il importe de

construire des organisations larges comme Syriza, c'est précisément pour unir la classe ouvrière dans ce genre de situation.

Malgré la montée continue de Syriza dans les sondages, la victoire de la gauche est loin d'être certaine. Les élites de l'Union européenne ont d'ores et déjà clairement prévenu que, non seulement les prochaines élections constitueraient un référendum sur l'euro, mais qu'un second vote anti-austérité signifierait l'expulsion de la Grèce de la zone euro. Dès maintenant et jusqu'au jour du scrutin, une pression très forte va donc être mise sur le peuple grec pour renforcer cet ultimatum.

Il est crucial que cet ultimatum soit rejeté, et qu'une résistance à l'offensive « austéritaire » s'affirme. Bien qu'opposée à une sortie de l'euro, Syriza a clairement admis que, si cette sortie était imposée par les élites de l'Union européenne comme une conséquence d'une défaite de la campagne pro-austérité, elle en prendrait son parti. De même pour la dette, dont les travailleurs grecs ne sont aucunement responsables : sa répudiation implique de se préparer à sa conséquence probable, à savoir une expulsion de la zone euro. Cette approche doit être énergiquement mise en avant lors de la campagne électorale, afin d'armer l'électorat contre les menaces et les ultimatums qui vont lui être opposés.

La lutte des travailleurs grecs constitue une lutte pour l'ensemble du mouvement ouvrier européen. Vous pouvez ajouter votre signature à la déclaration de solidarité en faveur du peuple grec, d'ores et déjà signée par des leaders syndicaux, des députés et des candidats, déclaration qui se trouve sur le site de la Coalition of Resistance.

Socialist Resistance

P.-S.

* Traduit par Ugo Palheta pour la revue Contretemps.